

[Text]

council office make some inquires of the Public Service Commission as to whether or not these categories would still be the ones appropriate to be included, and apparently the answer was positive. But as I pointed out in my speech on second reading, I think this is a matter on which the committee should spend a bit of time to satisfy ourselves that these categories are in fact properly put into this middle range. I am certainly prepared to be flexible, and I think we should hear from the Public Service unions that represent some of these people.

The third category, which would be most public servants, would have total political freedom. The scheme of the bill, just to complete a general sketch, would be that hearings would be held to also determine the categorization of the middle-level people.

So from that point of view I recognize that it is a bit complex and a bit time consuming. But it would certainly be my hope that we can deal with the issue of the category B people as to whether or not they should be included, and if we agree that some or all of them should be included, that we could get reported back to the House a piece of legislation meeting with the approval of all parties, get it through the House, and ultimately the Senate, in time to be in place, at least with respect to the bulk of public servants covered in category C, before the next general election—expected as early as some time this fall.

If I can go from that general description of the bill to the kinds of witnesses I think we should hear from. . . I should tell the committee that I had discussions with Mr. Cassidy, who pointed out he could not be here today, and I think he and I are in general agreement on the general nature of witnesses we would want to hear from. Certainly in the early days I think we should hear from Treasury Board.

The Chairman: Excuse me, Mr. Daubney. Before we talk about who we might hear from, the Public Service Commission has a very important role under the bill as it is presented. How will we ascertain whether the Public Service Commission considers it appropriate to assume that role?

Mr. Daubney: I was going to recommend that they be called as witnesses—certainly Treasury Board initially. I think Mr. Hawkes may have some advice to give the committee as to government witnesses.

Mr. Gauthier: I think that is a misconception, Mr. Chairman. The commission only operates under delegation from Parliament, and over the years certain orders regarding the interpretation of section 32, and I have quite a dossier on that. . . I think it is more a Treasury Board matter than a Public Service Commission matter. I am with David on that one. I think Treasury Board and the Minister himself are much more important to us than the Public Service Commission which is strictly a messenger in this thing, not a power to be. They can not

[Translation]

rédacteurs du bureau du conseiller parlementaire de demander à la Commission de la fonction publique s'il faudrait encore inclure ces catégories et il semble que la réponse était positive. Mais, comme je l'ai indiqué dans mon discours en deuxième lecture, je pense que le comité devrait consacrer un certain temps à cette question afin que nous puissions nous convaincre qu'il convient que ces groupes se situent dans cette catégorie de moyenne. Je suis bien sûr disposé à faire preuve de souplesse, mais je pense qu'il faudrait entendre les syndicats de la Fonction publique qui représentent certaines de ces personnes.

La plupart des fonctionnaires qui appartiendraient à la troisième catégorie auraient une liberté politique totale. Pour terminer cette ébauche générale au sujet du projet de loi, il y aurait des audiences pour déterminer aussi quels groupes doivent faire partie de la catégorie moyenne.

Dans cette perspective, je reconnais que le processus est un peu complexe et qu'il va exiger un certain temps. Mais j'espère vraiment que nous pourrions nous occuper des gens de la catégorie B, pour savoir s'il faudrait ou non les inclure, et si nous estimons que certains ou que tous doivent l'être, nous pourrions alors renvoyer à la Chambre une législation qui fasse l'unanimité de tous les partis, afin que la Chambre puisse l'adopter et ensuite le Sénat, pour qu'elle puisse entrer en vigueur, du moins en ce qui concerne la plus grande partie des fonctionnaires de la catégorie C avant les prochaines élections fédérales, qui devraient avoir lieu dès cet automne.

Si je peux passer de cette description générale du projet de loi aux types de témoins qu'il faudrait entendre. . . Je devrais dire au comité que j'ai discuté avec M. Cassidy. Il m'a prévenu qu'il ne pourrait pas être ici aujourd'hui mais je pense que nous sommes tous deux d'accord quant à la nature générale des témoins que nous voudrions entendre. Au début, il nous faudrait certainement des représentants du Conseil du Trésor.

Le président: Excusez-moi, monsieur Daubney. Avant de parler de qui nous pourrions entendre, je voudrais vous rappeler que la Commission de la fonction publique joue un rôle très important dans le projet de loi tel qu'il a été présenté. Comment pouvons-nous vérifier qu'elle juge bon de l'assumer?

M. Daubney: J'allais recommander de la convoquer comme témoin et d'inviter bien sûr le Conseil du Trésor initialement. Je pense que M. Hawkes a peut-être des conseils à donner au comité sur les témoins que le gouvernement voudrait entendre.

M. Gauthier: Je pense que c'est une conception erronée, monsieur le président. La commission ne fonctionne qu'en vertu de pouvoirs que lui délègue le Parlement, et au fil des années, certains décrets sur l'interprétation de l'article 32, et j'en ai tout un dossier. . . Je crois que cette question relève bien davantage du Conseil du Trésor que de la Commission de la fonction publique. Je suis d'accord avec David là-dessus. Je pense que le Conseil du Trésor ainsi que le ministre nous sont beaucoup plus important que la Commission de la